



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 septembre 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, juillet 2007

2

Les intentions de construction ont ralenti en juillet, la valeur des permis de bâtir accusant une baisse qui a mis fin à deux mois de rendement record. Les municipalités ont délivré pour 6,2 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 11,3 % de moins que le montant total de 6,9 milliards de dollars inscrit en juin.

Étude : Consommation de mazout lourd au Canada, 1990 à 2005

7

Indice des prix des produits agricoles, juin 2007

8

Transport de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés par pipeline, mai 2007

9

Nouveaux produits

10



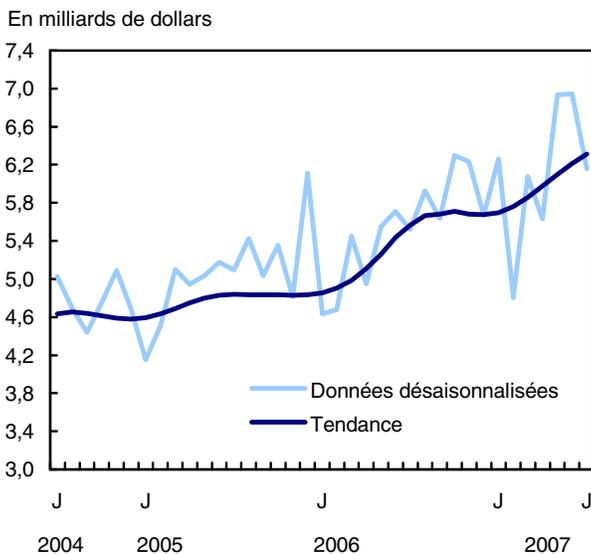
Communiqués

Permis de bâtir

Juillet 2007

Les intentions de construction ont ralenti en juillet, la valeur des permis de bâtir accusant une baisse qui a mis fin à deux mois de rendement record. Les municipalités ont délivré pour 6,2 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 11,3 % de moins que le montant total de 6,9 milliards de dollars inscrit en juin.

La valeur totale des permis a diminué en juillet



Juillet a quand même été l'un des rares mois où la valeur des permis a surpassé la barre des 6 milliards de dollars.

La valeur totale des permis avait atteint ses plus hauts niveaux jamais observés en mai et en juin (6,9 milliards de dollars).

Il y a eu des baisses à la fois dans le secteur résidentiel et dans le secteur non résidentiel. La valeur des permis de construction résidentielle a chuté de 6,3 % et s'est établie à 3,8 milliards de dollars en raison de reculs dans les composantes unifamiliale et multifamiliale.

Les entrepreneurs ont pris pour 2,3 milliards de dollars de permis dans le secteur non résidentiel, en baisse de 18,6 %. La valeur des permis de construction institutionnelle et commerciale a chuté, tandis que la valeur des permis de construction industrielle a

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

augmenté pour atteindre son deuxième niveau total en importance en un peu plus d'un an.

La valeur des permis a augmenté dans seulement trois provinces, soit à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick.

Secteur de l'habitation : fléchissement de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux

Les intentions dans les deux composantes du secteur de l'habitation se sont repliées en juillet.

Les municipalités ont délivré pour 2,4 milliards de dollars de permis de construction de logements unifamiliaux, en baisse de 3,1 % par rapport à juin. Il s'agit tout de même de la troisième valeur en importance jamais enregistrée. Un total de 9 553 logements unifamiliaux ont été approuvés, en baisse de 2,4 %.

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a diminué de 11,1 % pour passer à 1,5 milliard de dollars, soit une première baisse en cinq mois. Les municipalités ont approuvé la construction de 11 041 logements multifamiliaux, en baisse de 5,8 %. Malgré tout, la tendance de la demande de logements multifamiliaux neufs progresse depuis le début de l'année.

Les prix élevés à l'achat de logements unifamiliaux ont contribué à une accentuation de la demande de logements multifamiliaux. Jusqu'ici cette année, 51,4 % des logements neufs approuvés sont des logements multifamiliaux. La dernière fois qu'une proportion

aussi élevée a été observée pour une année complète remonte à 1982.

La force du marché de l'emploi, la croissance du revenu disponible, les faibles taux d'inoccupation des appartements dans plusieurs centres et les options de financement attrayantes ont continué d'avoir un effet positif sur la demande dans le secteur de l'habitation.

La valeur des permis de construction résidentielle a chuté dans quatre provinces. Les fortes baisses inscrites en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario ont neutralisé les hausses minimales de la valeur des permis ailleurs.

La plus forte régression (en dollars) a été observée en Alberta, où la valeur des permis a chuté de 15,3 % pour se fixer à 827 millions de dollars, en raison de la baisse de la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux. Néanmoins, le niveau maintenu par l'Alberta dépassait quand même de 8,0 % la valeur moyenne des permis de construction résidentielle pour les six premiers mois de 2007.

Les baisses de la valeur totale des permis de construction résidentielle en Colombie-Britannique (-11,3 %, valeur totale de 718 millions de dollars) et en Ontario (-5,8 %, valeur totale de 1,2 milliard de dollars) sont principalement imputables à une chute de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux.

totale de 718 millions de dollars) et en Nouvelle-Écosse (+29,6 %, valeur totale de 75 millions de dollars).

La diminution de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux en Ontario s'explique en grande partie par une baisse de la valeur moyenne des logements de ce type dont la construction a été approuvée.

Secteur non résidentiel : une baisse après deux mois solides

Les entrepreneurs ont pris pour 2,3 milliards de dollars de permis de construction non résidentielle en juillet, en baisse de 18,6 %. Cette baisse survient après deux mois très solides marqués par un montant total de 3,1 milliards de dollars en mai et de 2,8 milliards de dollars en juin.

En dépit de cette baisse, le niveau maintenu en juillet se situe quand même à près de 10 % au-dessus du niveau mensuel moyen maintenu en 2006. De plus, la valeur des permis de construction non résidentielle connaît une tendance générale à la hausse depuis le début de 2006.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis s'est élevée à 1,2 milliard de dollars, en baisse de 29,4 % par rapport à juin. La diminution des intentions de construction touche de nombreuses catégories de bâtiments, comme les immeubles à bureaux, les hôtels, les entrepôts, les centres commerciaux et les magasins de détail. Les intentions ont diminué dans sept provinces.

Le niveau inscrit en juillet est le plus faible observé en cinq mois. La tendance de la valeur des permis de construction commerciale est néanmoins en progression depuis octobre 2005.

Dans le secteur institutionnel, la valeur des permis a diminué de 16,9 % pour s'établir à 592 millions de dollars, après avoir enregistré des hausses de 14,6 % en juin et de 78,6 % en mai. La baisse des intentions de construction d'établissements d'enseignement et d'établissements de soins infirmiers a contribué à cette régression.

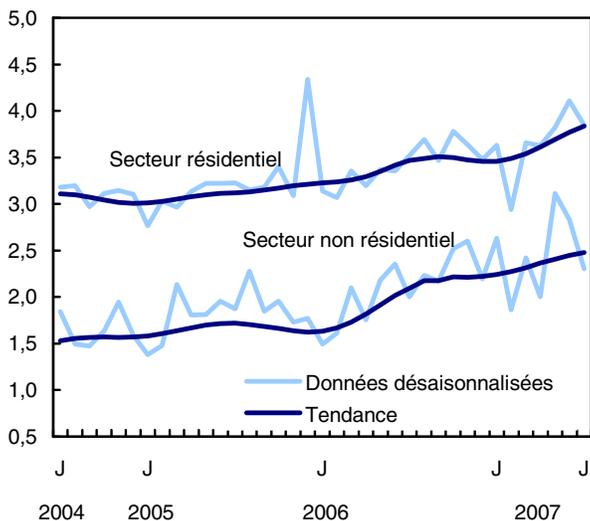
Dans l'ensemble, sept provinces et deux territoires ont inscrit une baisse. Cependant, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont enregistré les plus fortes décroissances (en dollars), effaçant la forte progression de l'Alberta.

Dans la composante industrielle, la valeur des permis a bondi de 23,8 % pour atteindre 503 millions de dollars, après avoir affiché une baisse de 6,6 % en juin.

Cette hausse s'explique principalement par les fortes intentions de construction d'usines de fabrication en Ontario et en Alberta. Par contre, après cinq augmentations mensuelles consécutives, le Québec a

Les secteurs résidentiel et non résidentiel diminuent

En milliards de dollars



Par ailleurs, les excellents résultats de la composante multifamiliale se sont traduits par une augmentation de la valeur totale des permis de construction résidentielle au Québec (+4,2 %, valeur

accusé le plus net recul en raison de l'affaiblissement des intentions de construction dans les secteurs de la fabrication et des services publics.

Plusieurs facteurs sous-tendent la progression du secteur non résidentiel depuis quelques mois. Il s'agit notamment de la vigueur des secteurs du commerce de gros et de détail, des bénéfices élevés des sociétés et de la baisse des taux d'inoccupation des immeubles à bureaux dans certains grands centres urbains.

Parmi les provinces, la Colombie-Britannique et l'Ontario ont accusé les plus fortes baisses dans le secteur non résidentiel. En Colombie-Britannique, les 269 millions de dollars de permis délivrés en juillet représentent le niveau le plus bas atteint depuis le début de l'année.

Régions métropolitaines : la régression de juillet ressentie dans l'ensemble du Canada

Des 34 régions métropolitaines de recensement, 24 font ressortir une baisse de la valeur totale des permis de bâtir en juillet.

On observe les baisses les plus marquées (en dollars) à Vancouver, à Toronto et à Calgary. Dans chacune de ces régions, il y a eu régression à la fois dans le secteur résidentiel et dans le secteur non résidentiel, après un excellent résultat enregistré en juin.

Une grève à Vancouver explique aussi la régression de la valeur totale des permis dans la région de Vancouver.

Malgré les reculs notés en juillet, Vancouver, Toronto et Calgary obtiennent les plus fortes progressions cumulatives en 2007 (en dollars) parmi toutes les régions métropolitaines par rapport à la même période en 2006.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de juillet 2007 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir d'août sera diffusé le 4 octobre.

Pour commander des données, communiquez avec Jasmine Gaudreault au 613-951-6321 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 (bdp_information@statcan.ca). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au 613-951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement¹

	Juin 2007 ^r	Juillet 2007 ^p	Juin à juillet 2007	Janvier à juillet 2006	Janvier à juillet 2007	Janvier-juillet 2006 à janvier-juillet 2007
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
St. John's	28,8	32,9	14,1	181,2	187,8	3,7
Halifax	71,1	58,8	-17,3	373,0	351,4	-5,8
Moncton	32,3	24,2	-25,0	127,7	150,4	17,7
Saint John	15,8	15,0	-5,5	92,9	147,0	58,3
Saguenay	34,9	22,3	-36,0	108,5	118,6	9,3
Québec	144,4	100,5	-30,4	656,2	795,8	21,3
Sherbrooke	29,4	29,8	1,5	201,6	179,4	-11,0
Trois-Rivières	28,8	26,9	-6,8	123,2	169,2	37,3
Montréal	617,3	609,2	-1,3	3 375,0	3 797,2	12,5
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	182,6	197,2	8,0	1 247,8	1 443,1	15,7
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	62,9	71,5	13,6	287,0	377,8	31,6
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	119,6	125,7	5,1	960,7	1 065,3	10,9
Kingston	44,9	36,6	-18,5	157,1	163,1	3,8
Peterborough	9,1	25,7	182,4	90,3	74,7	-17,3
Oshawa	52,0	67,6	29,9	535,2	423,6	-20,8
Toronto	1 231,5	1 032,8	-16,1	5 971,3	7 240,3	21,3
Hamilton	71,4	119,5	67,4	477,7	678,1	41,9
St. Catharines-Niagara	41,7	31,5	-24,3	288,5	249,8	-13,4
Kitchener	76,7	74,9	-2,3	568,5	500,2	-12,0
Brantford	15,7	10,8	-31,3	107,9	107,4	-0,4
Guelph	24,0	29,4	22,8	215,2	176,2	-18,1
London	114,9	61,9	-46,1	531,5	539,8	1,6
Windsor	41,6	21,4	-48,6	297,6	190,4	-36,0
Barrie	61,5	26,6	-56,7	307,5	219,5	-28,6
Grand Sudbury	24,9	22,9	-8,0	105,6	229,5	117,5
Thunder Bay	4,7	7,3	55,6	44,5	52,3	17,4
Winnipeg	80,1	76,0	-5,1	523,3	529,5	1,2
Regina	89,5	27,0	-69,9	185,6	230,6	24,2
Saskatoon	57,3	40,0	-30,3	261,2	347,7	33,2
Calgary	694,4	546,9	-21,2	2 925,6	4 055,6	38,6
Edmonton	401,5	286,6	-28,6	1 823,3	2 324,4	27,5
Kelowna	95,2	42,1	-55,8	334,4	472,1	41,2
Abbotsford	15,9	25,0	57,1	237,3	182,9	-22,9
Vancouver	790,3	583,4	-26,2	3 448,7	4 410,3	27,9
Victoria	101,9	64,8	-36,4	458,1	631,4	37,8

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Juin 2007 ^r	Juillet 2007 ^p	Juin à juillet 2007	Janvier à juillet 2006	Janvier à juillet 2007	Janvier-juillet 2006 à janvier-juillet 2007
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
Canada	6 943,1	6 155,4	-11,3	36 497,5	42 811,9	17,3
Résidentiel	4 108,6	3 848,8	-6,3	22 999,0	25 633,3	11,5
Non résidentiel	2 834,5	2 306,6	-18,6	13 498,5	17 178,6	27,3
Terre-Neuve-et-Labrador	46,8	54,3	16,2	266,1	313,0	17,6
Résidentiel	31,9	34,1	6,7	193,4	207,9	7,5
Non résidentiel	14,8	20,3	36,7	72,7	105,1	44,6
Île-du-Prince-Édouard	11,9	13,7	15,1	120,7	90,2	-25,2
Résidentiel	8,9	10,4	16,8	72,8	68,9	-5,3
Non résidentiel	3,0	3,3	10,0	48,0	21,3	-55,5
Nouvelle-Écosse	125,5	119,7	-4,6	717,8	718,7	0,1
Résidentiel	57,8	74,9	29,6	482,0	459,6	-4,6
Non résidentiel	67,7	44,8	-33,8	235,9	259,1	9,8
Nouveau-Brunswick	81,1	85,3	5,2	519,3	555,6	7,0
Résidentiel	56,8	56,1	-1,2	295,2	313,3	6,1
Non résidentiel	24,3	29,2	20,2	224,1	242,4	8,1
Québec	1 183,2	1 148,7	-2,9	6 542,7	7 411,2	13,3
Résidentiel	688,9	718,1	4,2	4 324,5	4 668,8	8,0
Non résidentiel	494,3	430,6	-12,9	2 218,2	2 742,4	23,6
Ontario	2 316,5	2 102,9	-9,2	13 008,1	14 907,8	14,6
Résidentiel	1 322,7	1 245,5	-5,8	8 098,1	8 324,2	2,8
Non résidentiel	993,8	857,5	-13,7	4 910,0	6 583,6	34,1
Manitoba	148,4	120,9	-18,5	795,1	896,1	12,7
Résidentiel	81,3	78,1	-4,0	477,7	548,1	14,7
Non résidentiel	67,1	42,8	-36,2	317,5	348,1	9,6
Saskatchewan	180,5	136,5	-24,4	640,6	844,5	31,8
Résidentiel	67,4	73,1	8,4	246,9	462,1	87,1
Non résidentiel	113,1	63,4	-43,9	393,7	382,4	-2,9
Alberta	1 520,2	1 367,2	-10,1	7 448,4	9 343,9	25,4
Résidentiel	977,0	827,3	-15,3	4 626,3	5 422,7	17,2
Non résidentiel	543,2	539,9	-0,6	2 822,1	3 921,2	38,9
Colombie-Britannique	1 303,8	987,5	-24,3	6 321,8	7 579,5	19,9
Résidentiel	809,4	718,3	-11,3	4 132,8	5 079,6	22,9
Non résidentiel	494,5	269,2	-45,6	2 189,0	2 499,8	14,2
Yukon	3,7	6,6	77,0	63,6	49,6	-21,9
Résidentiel	2,1	5,5	168,3	23,7	22,1	-6,9
Non résidentiel	1,6	1,0	-38,0	39,8	27,5	-30,9
Territoires du Nord-Ouest	14,8	9,8	-33,5	16,4	50,1	205,8
Résidentiel	3,8	5,3	41,5	9,7	12,0	24,5
Non résidentiel	11,0	4,5	-59,1	6,7	38,1	466,4
Nunavut	6,8	2,2	-67,2	36,8	51,7	40,3
Résidentiel	0,7	2,1	186,1	15,9	44,0	177,1
Non résidentiel	6,1	0,1	-97,7	20,9	7,6	-63,6

^r révisé

^p provisoire

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



Étude : Consommation de mazout lourd au Canada

1990 à 2005

Le mazout lourd, bien que n'étant pas une des principales sources d'énergie au pays, demeure une source de combustible importante pour certaines industries canadiennes, selon une nouvelle étude.

Au Canada, aucun changement majeur ne s'est produit au cours des 15 dernières années pour passer de la combustion d'hydrocarbures à des sources d'énergie moins nuisibles et renouvelables comme l'hydroélectricité.

Toutefois, certains progrès ont été accomplis dans le cas du mazout lourd, qui est un combustible pauvre, hautement polluant et de consistance goudronneuse. Il se compose principalement de carbone, d'hydrogène, de soufre et d'autres impuretés comme des cendres. En effet, sa consommation générale en tant que source d'énergie a légèrement diminué, selon cette étude publiée aujourd'hui dans la série *Analyse en bref*.

En 1990, le mazout lourd était utilisé pour produire environ 419,5 pétajoules d'énergie. En 2005, cette production est tombée à 387,3 pétajoules. (Un pétajoule équivaut à la quantité d'énergie dégagée par environ 30 millions de litres d'essence, soit suffisamment pour se substituer à toutes les sources d'énergie du Canada pendant un peu plus d'une heure.)

Par conséquent, le mazout lourd représentait 4,1 % des besoins énergétiques totaux du Canada en 2005, en baisse par rapport à 5,5 % en 1990.

Dans cet article, on examine les tendances de la consommation du mazout lourd au Canada selon les industries et les provinces entre 1990 et 2005.

Actuellement, on répond toujours à plus du tiers (37,6 %) de la demande totale en énergie au Canada avec des produits pétroliers raffinés, dont le mazout lourd. Cette proportion n'a pas changé depuis 1990.

Plus de 85 % de la baisse de consommation de mazout lourd est attribuable aux utilisateurs qui ont remplacé le mazout lourd par d'autres sources d'énergie. Le reste (moins de 15 %) s'explique par une diminution de la consommation d'énergie globale des consommateurs de mazout lourd.

Le mazout lourd est utilisé en quantité pour produire de l'électricité à partir de centrales thermiques, pour alimenter les chaudières de chauffage et les fours dans certaines industries manufacturières, notamment l'industrie des pâtes et papiers et l'industrie du raffinage du pétrole. Il est également utilisé pour propulser de grands navires marchands et pour chauffer certains grands édifices, le plus souvent d'anciens immeubles commerciaux, institutionnels et résidentiels à logements multiples.

De tous les combustibles, seul le charbon a une plus forte intensité carbonique que le mazout lourd. Au moment de sa combustion, le mazout lourd rejette du dioxyde de soufre et d'autres polluants dans l'atmosphère, contribuant aux émissions de gaz à effet de serre.

L'industrie des pâtes et papiers a de loin contribué le plus à la réduction de la consommation du mazout lourd à l'échelle nationale. Entre 1990 et 2005, cette industrie a diminué sa consommation de mazout lourd de plus de la moitié.

La baisse a été particulièrement forte dans les provinces de l'Atlantique et en Colombie-Britannique, où l'industrie des pâtes et papiers est relativement plus importante, et dans une moindre mesure au Québec.

En 2005, les provinces de l'Atlantique étaient les principales consommatrices de mazout lourd, représentant 44,4 % de la demande nationale. Les entreprises de services d'électricité au Canada atlantique ont fait preuve d'une dépendance persistante par rapport au mazout lourd ces 15 dernières années, le brûlant pour produire de l'électricité.

Le secteur qui dépend le plus du mazout lourd est le transport maritime, pour lequel le mazout lourd représente plus de 60 % de l'énergie consommée. Le reste provient du diesel.

Ce secteur est également le seul grand utilisateur à avoir augmenté sa consommation ces 15 dernières années. Plus de la moitié du mazout lourd est consommé en Colombie-Britannique.

Les législateurs provinciaux au Canada et ceux de nombreux autres pays ainsi que certaines organisations internationales ont imposé des limites sur les émissions d'oxydes de soufre et sur d'autres émissions, forçant les centrales thermiques et autres grands consommateurs industriels de mazout lourd à en tenir compte. Le temps nous dira quel sera l'effet de la législation sur la consommation de ce produit.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2196, 2198 et 3802.

L'article analytique intitulé «Consommation de mazout lourd au Canada», qui fait partie de la série *Analyse en bref* (11-621-MWF2007062, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Section du marketing et de la diffusion au 613-951-9497 (energ@statcan.ca) ou composez sans frais le 1-866-873-8789, Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Indice des prix des produits agricoles

Juin 2007

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont augmenté de 7,5 % en juin par rapport à juin 2006, les prix de la plupart des cultures, du bétail et des produits d'origine animale ayant progressé.

Selon l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA), les prix des cultures étaient supérieurs de 15,2 % en juin à ceux enregistrés en juin 2006, les agriculteurs ayant reçu des prix plus élevés pour toutes les cultures, à l'exception des pommes de terre et des légumes. Après avoir chuté à de très faibles niveaux pendant la campagne agricole de 2005-2006 (d'août à juillet), les prix des cultures ont bondi cette année pour atteindre leurs plus hauts niveaux enregistrés depuis le printemps 2004.

Dans l'ensemble, les prix du bétail et des produits d'origine animale ont crû de 2,2 % en juin, poursuivant la série d'augmentations d'une année à l'autre entamée en février 2007. Les prix de tous les produits ont augmenté, à l'exception des prix des bovins et des veaux et de ceux des porcs qui sont demeurés pratiquement inchangés (-0,2 %). Les hausses ont varié entre 1,6 % pour les oeufs et 6,2 % pour la volaille.

Sur une base mensuelle, les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont reculé de 1,0 % en juin, la diminution des prix du bétail et des produits d'origine animale ayant annulé les hausses enregistrées dans les prix des cultures.

L'IPPA (1997=100) s'est établi à 104,8 en juin, en baisse par rapport à l'indice de 105,9 observé en mai.

Les prix du bétail et des produits d'origine animale ont chuté de 3,2 % en juin par rapport à l'indice inscrit en mai, les prix de tous les produits du bétail ayant diminué, à l'exception des oeufs (+0,5 %).

Les prix des bovins et des veaux ont enregistré une baisse de 6,3 % en juin. Il s'agit d'une deuxième diminution mensuelle consécutive. Les prix des porcs

ont également reculé (-2,4 %) en juin par rapport à mai, ce qui représente une troisième baisse cette année. Les approvisionnements constants, l'augmentation rapide des coûts des céréales fourragères et la vigueur du dollar canadien exercent une pression sur les prix du bétail.

Les prix des céréales et des oléagineux continuent leur tendance à la hausse. En plus de l'augmentation de la demande provenant du secteur des biocarburants, les préoccupations récentes relatives aux conditions météorologiques en Europe de l'Est, aux États-Unis et dans certaines régions des prairies canadiennes ont rendu difficile les prévisions concernant la production de la nouvelle récolte et ont soulevé des inquiétudes à l'égard de la faiblesse possible des stocks de céréales mondiaux, ce qui a fait grimper les prix.

La valeur du dollar canadien a augmenté de 2,8 % de mai à juin, comparativement au dollar américain, ce qui a atténué quelques augmentations observées au chapitre des prix des cultures.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Le numéro de juin 2007 de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 7, n° 6 (21-007-XWF, gratuite) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Agriculture*.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Cindy Heffernan au 613-951-2435 (cindy.heffernan@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : 613-951-3868. □

Indice des prix des produits agricoles
(1997=100)

	Juin 2006 ^r	Mai 2007 ^r	Juin 2007 ^p	Juin 2006 à juin 2007	Mai à juin 2007
	variation en %				
Indice des prix des produits agricoles	97,5	105,9	104,8	7,5	-1,0
Cultures	89,3	101,1	102,9	15,2	1,8
Céréales	74,9	96,7	98,5	31,5	1,9
Oléagineux	70,8	92,4	95,3	34,6	3,1
Cultures spéciales	80,4	121,1	120,0	49,3	-0,9
Fruits	108,2	127,8	113,7	5,1	-11,0
Légumes	121,1	120,8	120,7	-0,3	-0,1
Pommes de terre	152,1	127,2	131,7	-13,4	3,5
Bétail et produits d'origine animale	104,5	110,3	106,8	2,2	-3,2
Bovins et veaux	107,9	115,0	107,7	-0,2	-6,3
Porcs	80,3	82,1	80,1	-0,2	-2,4
Volaille	94,6	103,7	100,5	6,2	-3,1
Oeufs	97,9	99,0	99,5	1,6	0,5
Produits laitiers	127,4	134,9	133,6	4,9	-1,0

^r révisé

^p provisoire

Transport de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés par pipeline

Mai 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de mai sur les arrivages nets par pipeline de pétrole brut et d'équivalents, de gaz de pétrole liquéfié et de produits pétroliers raffinés, de même que sur les exportations de pétrole brut par pipeline et les livraisons de pétrole brut par pipeline aux raffineries canadiennes.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 133-0001 à 133-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2148 et 2191.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Nouveaux produits

Analyse en bref : «Consommation de mazout lourd au Canada», 1990 à 2005, n° 62
Numéro au catalogue : 11-621-MWF2007062
(gratuit).

Indice des prix des produits agricoles, juin 2007, vol. 7, n° 6
Numéro au catalogue : 21-007-XWF
(gratuit).

Indices des prix de l'industrie, juillet 2007, vol. 33, n° 7
Numéro au catalogue : 62-011-XWF
(gratuit).

Les indices de mission canadienne à l'étranger, septembre 2007
Numéro au catalogue : 62-013-XIF
(gratuit).

Exportations par pays, janvier à juin 2007, vol. 64, n° 2
Numéro au catalogue : 65-003-XCB (67 \$/221 \$).

Exportations par pays, janvier à juin 2007, vol. 64, n° 2
Numéro au catalogue : 65-003-XPB (133 \$/441 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-Xif (français) 11-010-1001-Xif (anglais)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Heure d'été décalée à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail et les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre 1997 11
- Produits d'export, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

 Statistique Canada Statistic Canada 

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.